



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 7 – 30 OCTOBRE 2015

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA
 - AGENDA
 - VISITES BILATERALES

L'AGRICULTURE,
PRIORITE DU
NOUVEAU
PRESIDENT DE LA
BANQUE
AFRICAINNE DE
DEVELOPPEMENT

AFRICALLIA A
OUAGADOUGOU EN
FEVRIER 2016

NOUVELLE
CAMPAGNE
D'EXPLORATION
PETROLIERE AU
GABON

PRISE DE
PARTICIPATION DE
PROPARCO DANS
LE FONDS
MERIDIAM
INFRASTRUCTURE

LE NEPAD PUBLIE
UNE CARTE DES 16
PROJETS
D'INFRASTRUCTURES
PRIORITAIRES EN
AFRIQUE

ERANOVE LANCE
UN BTS ELECTRO
TECHNIQUE EN
COTE D'IVOIRE

HOUSING
MICROFINANCE
ACADEMY
ORGANISEE PAR
L'AFD, LAFARGE,
LA SFI ET LAPO
MFB

SIERRA LEONE :
CREATION D'UNE
UNITE DE LUTTE
CONTRE LA
FRAUDE DANS LE
SECTEUR MINIER

LES 5 BUREAUX
AFRICAINS DE
BUSINESS FRANCE
PARI MI LES 6
MEILLEURS AU
MONDE EN
PRODUCTIVITE



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

ACTUALITE REGIONALE

▼ Afrique subsaharienne : actualités chez Business France

Business France dispose de 5 bureaux (Abidjan, Douala, Luanda, Johannesburg et Nairobi) et 1 antenne (Dakar) en Afrique subsaharienne. Un nouveau bureau et une nouvelle antenne sont en cours d'ouverture, respectivement à Lagos et Addis-Abeba. Sur la base des résultats (productivité) des 8 premiers mois de 2015, les 5 bureaux précités se sont classés parmi les 6 premiers bureaux de Business France dans le monde (80 bureaux dans 70 pays). Pour mieux répondre aux demandes des entreprises, à partir du 01/01/16, l'Afrique subsaharienne sera partagée en deux zones : « l'Afrique de l'ouest-Afrique centrale » dirigée par le bureau de Lagos et « l'Afrique australe-Afrique de l'est » pilotée par le bureau de Johannesburg.

✉ jacques.torregrossa@businessfrance.fr

▼ Le NEPAD publie une carte des 16 projets d'infrastructures prioritaires en Afrique

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'agence de développement de l'Union africaine, vient de publier la carte de ses 16 projets d'intégration prioritaires. Ces 16 méga projets concernent les principaux domaines d'intervention du PIDA (Projet des infrastructures pour le développement de l'Afrique, un programme du NEPAD) et incluent corridors de transport, projets d'électrification, connexions vers l'*hinterland* au moyen de la fibre optique et complexes portuaires. Parmi ces 16 projets, sélectionnés pour leur capacité à transformer le continent, plusieurs sortent déjà de terre, à l'instar du corridor routier entre Abidjan et Lagos.

✉ nt@35nord.com

▼ Le nouveau président de la Banque africaine de développement met l'agriculture au sommet des priorités de son mandat

Akinwumi Adesina, nouveau président de la BAfD, souhaite que l'agriculture soit considérée comme un secteur porteur de croissance et d'emploi. Il a développé ses propositions lors de la conférence à haut niveau « Nourrir l'Afrique – un plan d'actions pour la transformation de l'agriculture africaine », qui s'est déroulée du 21 au 23 octobre 2015 à Dakar, en présence de plusieurs ministres africains de l'Agriculture. Les grandes lignes de son plan d'action pour le secteur sont : programmes de nutrition et de productivité agricole, zones agro-industrielles et corridors routiers, mesures en faveur des femmes, financements « jeunes et agriculture ».

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie / Sénégal : réunion à Dakar de la Grande commission mixte.

La Grande commission mixte sénégal-mauritanienne s'est réunie du 22 au 24 octobre à Dakar. A l'issue de ses travaux, neuf accords de coopération ont été signés par les deux parties notamment dans les domaines suivants : enseignement supérieur, échanges culturels, énergie, hydrocarbures amont et aval, agriculture, mines, artisanat et sécurité.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: lancement de la quatrième édition du Forum AFRICALLIA 2016**

La semaine dernière a eu lieu, à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, la cérémonie de lancement de l'édition 2016 du Forum africain de promotion des entreprises, Africallia, qui se tiendra du 24 au 26 février prochain à Ouagadougou. Cet événement, qui se déroule tous les deux ans, est la principale manifestation d'affaires de dimension internationale au Burkina Faso. Il met en relation d'affaires les entreprises d'Afrique de l'ouest et celles des autres continents. Pour mémoire, le précédent salon avait rassemblé plus de 500 entreprises étrangères dont près de 120 françaises.

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : baisse des prévisions de croissance et report de l'objectif de retour du déficit à 3 % du PIB

La revue budgétaire de mi-parcours pour 2015 présentée par le ministre des Finances prend acte du ralentissement de l'activité, revoyant à la baisse la prévision de croissance de 2015 à 1,5 % contre une hypothèse de 2 % prévue dans le budget 2015/16. Pour 2016, la croissance serait de 1,7 % contre 2,6 % précédemment. Soucieux de rassurer les investisseurs, le ministre a confirmé l'objectif d'un retour à 3 % du PIB de déficit à moyen terme. Même si le déficit cette année devrait être moindre que budgété, à -3,8 % contre -3,9 %, le retour à 3 % a été reporté de deux ans, les projections tablant sur un déficit de -3,3 % en 2016/17, -3,2 % en 2017/18 puis de -3,0 % en 2018/19.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : vers une croissance de 3,3 % en 2016

Le ministre des Finances a présenté les grandes lignes de la première proposition de loi de finances pour 2016. Selon lui, la croissance en 2016 s'élèverait à 3,3 %, soit un seuil inférieur à la prévision du FMI de 3,5 %, du fait notamment d'un nouveau repli des cours du baril de pétrole à 45 USD alors que la projection du FMI tablait sur un cours moyen de 53 USD l'an prochain. Malgré ce contexte, les autorités entendent limiter le déficit budgétaire à -5,5 % du PIB l'an prochain.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : émission d'un Eurobond de 1,5 Md USD en dépit des conditions de marché détériorées

Alors que les autorités avaient reporté *sine die* l'émission début octobre d'un Eurobond de 1,5 Md USD, l'obligation souveraine vient d'être réactivée, sans précisions, par le ministère des Finances. Alors que le pays reste confronté à la dégradation de ses finances publiques, l'émission, destinée à soutenir des projets de développement à long terme, doit permettre de réduire la dépendance à l'égard des sources de financement plus traditionnelles comme les lignes de crédit bilatérales ou les prêts conclus avec les banques. L'obligation angolaise devrait proposer un taux supérieur à 10 % compte tenu de la note de la dette de long terme du pays (Ba2 par Moody's et B+ par Standard and Poor's et Fitch).

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : baisse des prêts à tempérament, mais faiblesse des réserves en devises

Alors que la Banque centrale s'était récemment inquiétée de la hausse marquée des prêts à tempérament sur la 1ère partie de l'année (+20,9 % en g.a), la dynamique de ces crédits, utilisés à des fins peu productives, notamment pour l'achat de biens de luxe importés, et à l'origine de tensions sur le niveau des réserves en devises, a ralenti au cours des derniers mois. Bien que couvrant toujours (de 3,3 fois) la monnaie en circulation et respectant l'engagement de l'accord monétaire avec l'Afrique du Sud, ces réserves montent à 13 Mds N\$, un niveau trop faible correspondant à 7,7 semaines de couverture des importations.

✉ gilles.bordes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : projet d'émission d'une nouvelle obligation souveraine de 500 M USD.

Le ministre des Finances ghanéen, Seth Terkper, a déclaré que le gouvernement cherchait à émettre une nouvelle obligation souveraine auprès de banques internationales pour un montant de 500 M USD. Cette annonce fait suite à l'émission pour un coupon de 10,75% d'une obligation de 1 Md USD il y a 2 semaines, en dessous de l'objectif annoncé de 1,5 Md USD. Pour ces 500 M USD supplémentaires, le ministre souhaite attendre que les conditions de financement proposées par les investisseurs internationaux soient plus favorables. La majorité des fonds levés sera consacrée au refinancement de la dette existante.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les dépenses publiques plus élevées qu'attendu sur les 7 premiers mois 2015.

Entre janvier et août 2015, les dépenses publiques du Ghana ont été supérieures de 4% (5,7 Mds USD) à l'objectif initial. Alors que les autres postes de dépense sont restés sous contrôle, les dépenses en investissement ont été largement supérieures à l'objectif annoncé. Néanmoins, les recettes ont été supérieures aux prévisions à 4,7 Mds USD (+5%). Le FMI, qui table sur un déficit public de 7,3% du PIB pour 2015, devrait se prononcer d'ici la fin du mois sur la santé des finances publiques ghanéennes dans la seconde revue de son programme avec le Ghana.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le gouverneur de la Banque centrale nie toute nouvelle dévaluation.

En réponse aux prises de position de Lamido Sanusi, ancien gouverneur de la Banque centrale et actuel émir de Kano, en faveur d'une nouvelle dévaluation du naira (dévaluations en novembre 2014 puis en février 2015), l'actuel gouverneur a nié cette possibilité et ce malgré un contexte de décrochage du naira vis-à-vis des devises étrangères (spread de 10% sur le marché par rapport au taux pivot), de faiblesse du cours du baril de brut, de baisse des réserves de change (29 Mds USD) et d'inflation croissante pour le 10^{ème} mois consécutif (+9,4% en septembre). Lors des derniers comités de politique monétaire, il a été décidé de maintenir inchangés le taux directeur à 13% et le coefficient des réserves obligatoires à 31%.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : le président sortant, Alassane Ouattara, réélu dès le premier tour

Selon les résultats de la Commission électorale ivoirienne, le président ivoirien sortant, Alassane Ouattara (73 ans), a été réélu dès le premier tour de l'élection présidentielle du 25 octobre 2015 pour un nouveau mandat de cinq ans. Il a recueilli 83,66% des suffrages. Le taux de participation au scrutin s'est établi à environ 54,63%.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : forte accélération de l'inflation au 1er semestre 2015

L'INS estime l'inflation à 3,4%, au premier semestre 2015, contre 1,1% au premier semestre 2014. Cette accélération est essentiellement due à trois secteurs : le transport (+14,5%, conséquence de l'abandon partiel de la subvention aux carburants au 1^{er} juillet 2014), les services de restauration et d'hôtellerie (+5,2%) ainsi que les boissons alcoolisées et tabac (+4,1%, conséquence de la hausse des droits d'accise notamment sur la bière). Selon l'INS, cette inflation serait la plus forte enregistrée depuis 2011. L'institut dans sa note de conjoncture

s'inquiète également de l'impact des conditions sécuritaires dans l'extrême-Nord qui pourrait conduire, en raison de la pénurie de certains biens, à une inflation annuelle aux alentours de 4%.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : prévisions de croissance revues à la baisse pour 2015

Après une année 2014 marquée par une croissance à un niveau relativement élevé (entre 5,2% et 6,8% selon les sources), le pays devrait connaître une année 2015 plus difficile sur le plan économique. En raison du recul de la production pétrolière et du cours du baril, les prévisions de croissances ont été revues à la baisse pour 2015 (entre 1% et 2,7% selon les sources).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : prévisions d'inflation modérée pour 2015

Après deux années (2011 et 2012) avec des taux d'inflation supérieurs au seuil communautaire CEMAC de 3%, l'inflation congolaise a retrouvé un niveau plus modéré à partir de 2014. L'inflation s'est ainsi élevée à 0,9% en 2014, et l'on prévoit une hausse des prix contenue avec un taux d'inflation entre 0,9% et 2,7% (selon les sources) en 2015 et entre 1,7% et 2,7% (selon les sources) pour l'année 2016.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo : la dette publique baisse de 1,2% entre décembre 2014 et juin 2015

Selon les estimations provisoires de la Caisse congolaise d'amortissement (CCA), la dette publique du Congo s'élevait au 30 juin 2015 à 2.777,6 Mds FCFA (4.234 M EUR), contre 2.810,8 Mds FCFA (4.285 M EUR) 6 mois plus tôt, soit une baisse de 1,2%. La dette extérieure, au ¾ bilatérale, représente 86 % du total, et la dette intérieure 14%. Le premier créancier bilatéral est la Chine (1.542,3 Mds FCFA/2.351,5 M EUR), loin devant la France (88,6 Mds FCFA/135 M EUR) et les fonds arabes (74,3 Mds FCFA/113,3 M EUR).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Afrique du Sud : fusion entre un groupe hospitalier local et un groupe émirati

Les conseils d'administration du groupe hospitalier sud-africain, Mediclinic International, et du groupe émirati, Al Noor Hospitals Group, ont émis un avis favorable à la fusion de leurs actifs le 14 octobre dernier. Fondé en 1983, Mediclinic est le troisième groupe hospitalier privé d'Afrique du Sud. Il est présent en Suisse, au Royaume-Uni et aux Emirats arabes Unis. Al Noor est un des premiers groupes hospitaliers aux EAU. La fusion donnerait naissance au troisième groupe hospitalier privé mondial (hors Etats-Unis) avec un chiffre d'affaires estimé à 4 Mds USD. La transaction devrait intervenir courant 2016, mais reste soumise au vote des actionnaires, prévu pour la mi-décembre.

✉ gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : création d'un groupe de travail interministériel pour coordonner les stratégies de développement économique.

La présidente, Ellen Johnson-Sirleaf, a annoncé la création d'une *task force* visant à coordonner les efforts des différents ministères et acteurs économiques dans trois secteurs d'activités jugés prioritaires : l'agriculture, les mines et le soutien aux industries. Les membres de cette unité devront d'ici six mois avoir identifié les axes de réformes à mettre en place. Pour rappel, l'épidémie Ebola a mis en exergue les difficultés structurelles de l'économie au premier rang desquelles une diversification du tissu productif balbutiante, qui appelle un renforcement des secteurs agricole et manufacturier notamment de transformation ; l'économie libérienne ne devrait croître que de 0,9% en 2015.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana: préparation d'une loi sur les PPP.

Le ministère des finances ghanéen prépare une loi sur les partenariats public-privé (PPP) qui devrait être prochainement présentée devant le Parlement. Cette loi prévoit notamment la sélection par la Commission nationale de développement et de planification (NDPC) des projets de PPP répondant aux besoins du pays en infrastructures et leur approbation par le Parlement. Enfin, le cadre législatif (Public Procurement Act) relatif aux PPP sera consolidé afin d'apporter plus de transparence et d'efficacité dans les processus d'appel d'offres. Le Ghana avait lancé en 2011 une politique nationale de promotion des PPP.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana: vers une interdiction des produits contenant du mercure d'ici 2020.

Le ministère des sciences et de l'environnement a annoncé une interdiction d'ici 2020 de la production, de l'importation et de l'exportation de produits contenant du mercure. Cette décision fait suite à la signature, avec 49 autres Etats, de la convention Minamata sur le mercure en 2014. Cette interdiction concernera notamment certains types de thermomètres et d'appareils de mesure de pression sanguine ainsi que des produits chimiques utilisés par les petits exploitants miniers.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : premier rapport ITIE du Sénégal**

Le Sénégal vient de rendre public son premier rapport ITIE (Initiative pour la transparence dans les industries extractives). Le rapport concerne 16 entreprises dont quatre en exploitation. Les industries extractives au Sénégal (mines et hydrocarbures compris) ont contribué en 2014, avec 41 millions XOF, à hauteur de 2,7% aux recettes de l'Etat. Les sociétés SOCOCIM (cimenterie du groupe français Vicat) et Sabodala Gold (mine d'or) sont les plus importants contributeurs avec respectivement 43% et 27% des contributions totales.

✉ folly.ananou@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Afrique : prise de participation de Proparco dans le fonds Meridiam Infrastructure Africa Parallel Fund (MIAPF) pour un montant de 10 MEUR

Le fonds MIAPF vise à financer et à développer des projets « greenfield » dans le domaine des infrastructures en Afrique. Il privilégie les secteurs de l'énergie, des transports, de l'eau et de l'assainissement, ainsi que de la santé. Basée à Paris et créée en 2005, Meridiam est une société française spécialisée dans l'investissement et la gestion d'actifs qui gère environ 2,5 Mds d'euros d'actifs en Europe et en Amérique du Nord via trois fonds principaux. Fort de ce qui a été réalisé, Meridiam a décidé de répliquer sa stratégie en Afrique et a recruté une équipe dédiée qui pourra s'appuyer sur la plateforme Meridiam et sur le réseau partenarial du groupe.

✉ sireyjold@afd.fr

▼ Afrique du Sud : investissement du groupe sud-africain Aspen en France

Le groupe pharmaceutique sud-africain Aspen vient d'investir 38 M EUR dans son usine située à Notre-Dame de Bondeville (Haute Normandie), spécialisée dans les médicaments anti-thrombotiques injectables. L'usine emploie près de 800 salariés et fait partie des cinq plus grandes usines du groupe parmi les 26 qu'il possède. Grâce à cet investissement, l'usine a ouvert une nouvelle ligne de remplissage stérile de seringues lui permettant d'atteindre une capacité de production annuelle de 210 millions de seringues pré-remplies. Ce site est entré dans le portefeuille d'Aspen suite à son rachat auprès du groupe britannique GlaxoSmithKline (GSK) en 2013, propriétaire de l'usine depuis sa cession par Sanofi en 2004.

✉ gregory.sidrac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Nigéria : l'AFD, Lafarge, la SFI et Lapo Mfb organisent au Nigéria la première *Housing Microfinance Academy*

Co-organisée par l'AFD, Lafarge et la SFI, la *Housing Microfinance Academy* qui s'est tenue à Lagos le 8 et 9 octobre 2015, vise à élargir et répliquer le modèle développé depuis deux ans au Nigeria de financement du logement à travers le projet *Affordable Housing*, partenariat entre Lapo Mfb, première Institution de microfinance (IMF) du pays, l'AFD et Lafarge. Ce projet cherche à améliorer l'accès au crédit pour la construction ou la rénovation de logement pour des populations à faible revenu et devrait toucher 10.000 clients à horizon 2017. Ce forum a impliqué plusieurs IMFs du Nigeria et d'Afrique, la Banque centrale nigériane et des acteurs du secteur « logement ».

✉ brehautc@afd.fr

▼ Nigéria : réforme de la formation professionnelle dans le secteur électrique

La division éducation de l'AFD a conduit la semaine dernière avec l'agence d'Abuja une mission d'évaluation/instruction finale d'un projet de soutien à la formation professionnelle dans le secteur électrique. D'un coût estimatif de 50 M EUR, ce projet devrait soutenir la réforme de la formation professionnelle continue, portée par l'institut public Naptin. Outre la remise à niveau et l'équipement des 9 centres de formation professionnelle, il s'agit de renouveler complètement la gouvernance du secteur en y impliquant les acteurs privés, et de répondre aux besoins de formation de clients désormais largement privatisés (sociétés de distribution, producteurs et TCN). Le projet devrait être présenté au CA de l'AFD en décembre.

✉ delefosseo@afd.fr

▼ **Nigéria : création d'un fonds de 25 Mds USD pour moderniser les infrastructures du pays.**

Le vice-président Osinbajo a annoncé la création d'un fonds d'une dotation de 25 Mds USD, issus de financements privés et publics, afin de moderniser les infrastructures du pays notamment énergétiques et de transport (routes et voies ferrées), mais également de relancer l'activité économique fortement impactée par la chute du baril de pétrole. Au 2^{ème} trimestre 2015, le pays a connu le taux de croissance le plus bas de cette dernière décennie, à 2,35% par rapport au trimestre précédent. L'échéance de mise en activité de ce fonds, promesse de campagne du Président Buhari, n'est pas encore connue, ni même les modalités de gouvernance.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : accord entre le Nigéria et le Royaume-Uni dans le secteur de l'énergie solaire.**

A l'occasion du lancement de l'Africa Energy Campaign à Londres, coordonnée par l'agence de développement britannique DFID en présence du vice-président nigérian Yemi Osinbajo, les gouvernements des deux pays ont signé un accord portant sur un programme de développement de l'énergie solaire dans les zones rurales nigérianes ; aucun montant n'a pour l'instant été mentionné. Cette campagne a pour objectif, d'ici 2030, de favoriser l'accès à l'électricité des 600 M d'habitants qui en sont privés actuellement en Afrique subsaharienne, dont 96 millions de Nigériens. A ce jour, plus de 100 établissements (écoles, hôpitaux...) à Lagos sont alimentés grâce à l'énergie solaire dans le cadre de projets portés par le DFID.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : le groupe indien Tata s'intéresse au secteur ivoirien du transport et de l'hôtellerie**

Au sortir d'une audience avec le Premier ministre ivoirien le 27 octobre, le PDG du conglomérat indien de l'automobile, Tata Group, a annoncé que son groupe envisage de construire un hôtel cinq étoiles à Abidjan. Le groupe négocie, par ailleurs, avec les autorités ivoiriennes un contrat de fourniture de près de 500 bus à la compagnie publique de transports (Sotra). Pour mémoire, Tata group est déjà présent en Côte d'Ivoire, notamment dans le secteur minier où il exploite, à travers sa filiale Tata Steel, plusieurs gisements de fer dans l'ouest du pays.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 71 M EUR de la BAfD pour un projet de parc technologique numérique**

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt de 71 MEUR au profit du Sénégal pour le financement d'un parc technologique numérique. Ce projet, dont le coût total est estimé à 76 M EUR, vise à doter le pays d'infrastructures pour le développement de l'économie numérique. Ce parc sera construit sur 25 ha et comprendra un centre de formation et de recherche, un centre de données, des incubateurs pour les entreprises TIC, et un centre de production audiovisuelle.

✉ foly.ananou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : don de 3,7 MUSD du Japon**

Le ministre mauritanien des Affaires économiques et du développement et l'ambassadeur du Japon en Mauritanie ont signé le 26 octobre 2015 à Nouakchott un accord de don de 3,7 MUSD qui sera destiné au renforcement de la sécurité alimentaire du pays.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : signature de deux conventions avec les Emirats Arabes unis**

Le ministre mauritanien des Affaires étrangères et de la coopération et son homologue émirati, ont signé le 21 octobre 2015 à Nouakchott deux conventions, l'une portant sur l'encouragement et la protection des investissements et l'autre sur la fiscalité (non-double imposition).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Mission de l'Adepta en Angola (7-12 décembre 2015)

L'ADEPTA, avec l'appui du service économique de l'ambassade de France à Luanda, organise la venue en Angola d'une délégation restreinte de haut niveau « agriculture-élevage-agroalimentaire » composée de groupements professionnels et d'intégrateurs/coopératives, dans un secteur où les autorités angolaises ont déployé un vaste et ambitieux programme de développement et souhaitent voir la France y prendre activement part. La mission a pour objectifs de mieux comprendre le fonctionnement d'un marché atypique, d'identifier les projets structurants agro-industriels et de connaître les financements disponibles localement. Elle s'inscrit dans le cadre du « Plan d'actions conjoint France-Angola 2015-2017 pour un partenariat économique renforcé » qui met, entre autres, l'accent sur la restructuration des filières agroalimentaires. Elle doit donner lieu à une deuxième phase de prospection courant 2016, ciblée sur le secteur privé.

✉ florian.desaintvincent@adepta.com

▼ Afrique du Sud : création de nouveaux contrats à terme pour la filière bovine

La bourse de Johannesburg a annoncé la création de 2 nouveaux contrats à terme destinés au secteur de l'élevage bovin, l'un pour les carcasses et l'autre pour les génisses. Les contrats à terme agricoles se sont développés à la fin des années 90 en Afrique du Sud dans le cadre de la libéralisation du secteur. Ils concernaient jusqu'à présent uniquement les grandes cultures (maïs blanc et jaune, blé, sorgho, soja et tournesol). L'objectif de ces deux nouveaux contrats est d'offrir à la filière bovine un outil de couverture des risques de variation de prix, pour accompagner son développement. Avec un cheptel de 2,66 millions de vaches mères, la production sud-africaine de viande bovine s'élève à 982 000 t en 2014.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : interdiction de certaines exportations agricoles nigérianes vers l'Union européenne

Suite à la récente décision de l'Autorité européenne de sécurité des aliments d'interdire certaines importations agricoles (graines de melon, poisson séché, viande, graines de sésames, haricots et huile de palme) en provenance du Nigéria, les parties prenantes du secteur ont jusqu'à juin 2016 pour se conformer aux standards internationaux dans l'application des pesticides et autres produits chimiques à usage agricole. Le président du comité « exportations » de la Chambre de commerce de Lagos a souligné le besoin urgent d'investir massivement dans les équipements agricoles et la sensibilisation des producteurs afin de se préparer à la levée de l'interdiction de l'UE.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : participation de Business France au salon agroalimentaire ANUGA

L'ANUGA, salon de l'agroalimentaire, qui s'est tenu en Allemagne du 10 au 14 Octobre 2015, a vu la participation de plusieurs bureaux Business France dont celui d'Abidjan. L'objectif de ce salon était de rencontrer les entreprises françaises sur leur stand, afin de présenter le contexte

économique du pays et les différentes opportunités offertes. Ce salon a également été l'occasion de recruter de potentiels fournisseurs pour une opération collective programmée en 2016 consistant à proposer de nouveaux produits ou à compléter des gammes de produits aux principaux distributeurs locaux de la grande distribution alimentaire. Cette initiative a été saluée par l'intérêt marqué des 35 entreprises rencontrées.

✉ constance.tondoh@businessfrance.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Gabon : application du code pétrolier et nouvelle campagne d'exploration**

Le ministre gabonais des Mines, du pétrole et des hydrocarbures a annoncé le nouvelle campagne d'octroi de permis sur cinq blocs qui seront attribués selon les règles du nouveau code pétrolier de 2014. A partir du mois de décembre les déclarations d'intérêts pourront être effectuées, les textes d'application et modèles de contrat à établir sur la base du nouveau code seront préparés, et des mesures destinées à prendre en compte les changements affectant le marché du pétrole pourront être annoncées.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **Congo : nouveau code pétrolier et nouvelle campagne d'exploration**

Le ministre congolais des Hydrocarbures a annoncé le 28 octobre la nouvelle campagne d'exploration pétrolière ainsi que les dispositions du nouveau code pétrolier. Le nouveau code donne la priorité aux appels d'offres et enchères pour l'attribution des permis. La SNPC devra être associée à tous les opérateurs, et disposer d'une part d'au moins 15% dans les permis. L'Etat pourra également participer directement aux sociétés d'exploration et production. La durée des permis d'exploration ira de quatre à six ans et celle des permis d'exploitation pourra aller jusqu'à vingt-cinq ans au lieu de vingt ans. Le montant minimum des travaux d'exploitation devra donner lieu à une garantie financière.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

▼ **Côte d'Ivoire : Eranove lance un BTS électrotechnique à travers sa filiale la CIE**

Le groupe Eranove, acteur de premier plan dans la gestion de services publics et la production d'électricité et d'eau potable en Afrique de l'Ouest, annonce le lancement d'un BTS électrotechnique avec la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE), l'une des sociétés du groupe Eranove. Cette formation spécialisée, logée sur le campus du Centre des métiers de l'électricité (CME), à Bingerville (Abidjan), accueille cette année ses deux premières promotions. Le cursus, développé par la CIE et assuré par 19 formateurs expérimentés, comporte des cours théoriques approfondis et accorde une attention particulière aux travaux pratiques et aux stages en exploitation.

✉ nt@35nord.com

▼ **Nigéria : le Groupe Dangote annonce l'ouverture de sa raffinerie pour 2018.**

D'une capacité journalière de 650 000 barils, la première raffinerie du groupe Dangote, située dans la zone franche de Lekki à Lagos, devrait être opérationnelle en 2018. Près de 2000 emplois seront créés lors de la mise en activité de la raffinerie qui produira du gasoil, du

kérosène, du polypropylène (750 000 tonnes/an) ainsi que des engrais (2,8 tonnes/an). Le montant total du projet est estimé à plus de 9 Mds USD. La raffinerie possèdera une capacité de production supérieure à celle agrégée des trois raffineries actives dans le pays (445 000barils/jour), permettant au pays de couvrir en partie ses besoins en essence actuellement assurés entre 70 et 75% par des importations.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : vers la mise en place de drones pour lutter contre les actes de vandalisme dans le secteur pétrolier ?**

La société pétrolière nationale (NNPC) prévoit de déployer des drones afin de lutter contre les actes de vandalisme sur les installations pétrolières, et de limiter les vols de pétrole brut perpétrés quotidiennement le long des principaux pipelines ; la NNPC s'est fixé comme objectif de mettre fin à ces vols d'ici huit mois. En 2014, le vandalisme pétrolier aurait fait perdre au pays près de 5,4 Mds EUR, du fait des coûts élevés de réparations et de sécurisation des pipelines ; le manque à gagner se chiffrerait à environ 60 000 barils/jour.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : hausse des prix de l'électricité attendue pour novembre**

Afin de faire taire les rumeurs relatives à l'annonce des hausses de prix de l'électricité, le directeur de la Commission de régulation du secteur électrique (NERC) a confirmé l'entrée en vigueur de celles-ci à partir de mi-novembre, mais a spécifié que leur niveau, qui devrait prendre en compte les importantes dettes des distributeurs (DISCOs), n'avait pas encore été fixé. La presse nigériane relaye des hausses possibles de 49,4% pour les particuliers, 21% pour les commerces et 30% pour les industriels. De nombreux collectifs, notamment de consommateurs, se sont élevés contre ces annonces dénonçant l'absence d'amélioration notable du réseau de distribution électrique. Pour rappel, seule 40% de la population aurait accès à l'électricité.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : arrivée de 250 MW de capacités de production électrique en provenance de Dubaï**

L'entreprise basée à Dubaï AMERI a livré au Ghana le 24 octobre dernier 10 unités de production électrique de 25 MW chacune. Les 10 unités doivent être installées à Aboadze, où elles seront alimentées par la compagnie nationale de gaz. L'installation de ces capacités supplémentaires devrait fournir entre 230 et 250 MW au réseau ghanéen d'ici décembre prochain, venant s'ajouter aux 225 MW attendus avec la livraison de la barge de production Karpower (Turquie) en novembre. Selon le ministère de l'Energie, ces deux projets permettront de combler d'ici la fin de l'année le déficit de production que connaît actuellement le pays.

✉ florian.lalanne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : création d'une unité de lutte contre la fraude dans le secteur minier**

Cette unité devra permettre un meilleur recouvrement des impôts issus du secteur minier, à l'origine de plus de 10% du PIB du pays. L'économie a été fortement impactée par l'épidémie d'Ebola et devrait se contracter de -23,9% en 2015 d'après le FMI. Le secteur minier n'a pas été épargné par la baisse des cours du minerai de fer (comptant pour plus de la moitié des exportations du pays), avec l'arrêt de la production des deux principaux exploitants miniers London Mining et African Minerals en avril. Malgré une base fiscale non minière très érodée et

la baisse des recettes issues du secteur minier, le gouvernement est parvenu à collecter 252 M USD de taxes au 1^{er} semestre, montant qu'il espère doubler sur l'année.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Afrique : publication du baromètre des pays africains à potentiel en matière d'investissements dans la distribution

Le cabinet AT Kearney a publié son baromètre annuel du potentiel des pays africains en matière d'investissements dans la distribution (African Retail Development Index). Sur cette base, le Gabon, le Botswana et l'Angola sont classés comme les pays les plus porteurs. L'Afrique du Sud, dont le marché est considéré comme « mature », se classe 6ème. Le document insiste sur les opportunités que représentent la hausse de la population africaine (2 Mds de personnes d'ici 2050), l'urbanisation croissante du continent africain (+ 3,3 % par an) et l'émergence continue d'une classe moyenne (1,1 Md de personnes en 2060 avec un revenu compris entre 4\$ et 20 \$ par jour selon la BAFD).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 2^e édition des Rencontres internationales de la French Tech (RIFT) 2015 à Paris

Le bureau Business France Abidjan a participé les 21 et 22 octobre 2015 à Paris, à la 2ème édition des Rencontres internationales de la French Tech (RIFT) à Paris, dont l'objectif est de fédérer l'ensemble des acteurs qui créent de la dynamique numérique en France mais aussi à l'international. Placées sous le thème du développement international, ces rencontres ont permis aux PME innovantes françaises de saisir les tendances technologiques mondiales, de bénéficier de retours d'expériences de sociétés ayant franchi le pas de l'international et de rencontrer les experts Tech de Business France et les partenaires stratégiques de développement à l'international.

✉ innocent.ndry@businessfrance.fr

▼ RDC: lancement de la 2ème phase de réhabilitation de l'aéroport de Goma

La 2ème phase des travaux de réhabilitation de l'aéroport de Goma (Nord-Kivu) a été officiellement lancée le 20 octobre 2015. Ces travaux de réhabilitation des infrastructures aéroportuaires, financés par un don de 52 M\$ de la Banque mondiale doivent permettre d'améliorer la sûreté, la sécurité et le fonctionnement de cet aéroport, principale porte d'accès à l'Est du pays. Ce don vient s'ajouter à un financement de la coopération allemande en 2009, dédié à la remise en état de la piste à la suite des dégâts causés par une coulée de lave lors de l'éruption du Nyiragongo en 2002.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Libéria : Coca-Cola investit 5,7 M USD dans sa filiale libérienne

Présente depuis 65 ans, la Liberia Coca-Cola Bottling Company (LCCBC) a annoncé un investissement de 5,7 M USD incluant la mise en place d'une nouvelle ligne d'embouteillage, l'ouverture d'une école spécialisée dans les sciences et la technologie ainsi que l'inauguration par la Coca-Cola Africa Foundation de cinq nouveaux centres de santé permettant l'accès à l'eau potable à plus de 51 000 libériens. Avec ce projet, LCCBC prévoit la création de 7500 emplois directs et indirects d'ici 5 ans.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Camrail réceptionne 9 nouvelles locomotives

Le Premier ministre a participé à la cérémonie de réception de 9 nouvelles locomotives par Camrail, filiale de Bolloré Africa Logistics et concessionnaire de l'exploitation du chemin de fer au Cameroun depuis 15 ans. Ces 9 nouvelles locomotives ont été acquises pour un coût total de 13,5 Mds FCFA et fabriquées par Grindrod, entreprise sud-africaine. Ces investissements ont été réalisés dans le cadre du deuxième avenant de la concession qui prévoit des investissements pour le développement du rail camerounais pour un montant de 230 Mds FCFA dont 158 financés par Camrail

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Nigéria : la Finlande organise son *showcase* industriel à Lagos.

L'ambassade de Finlande au Nigéria et le Finland Trade Center organiseront un *showcase* à Lagos durant la première semaine de novembre, afin de présenter les entreprises finlandaises et de renforcer la coopération commerciale entre les deux pays. Parmi les entreprises présentes se trouveront Nokia (télécommunications), Wärtsila (générateurs électriques), KONE (ascenseurs) et Vaisala (technologie météorologique).

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : 4^{ème} édition de l'EU-Nigeria Business Forum à Lagos

Les 5 et 6 novembre prochain, chefs d'entreprises et décideurs politiques nigériens et européens se retrouveront à Lagos afin d'échanger autour du thème : « Unlocking Opportunities for Diversification ». Ce forum a pour objectif de renforcer la coopération économique et commerciale entre l'UE et le Nigéria dont le montant des échanges, atteignait 36,4 Mds USD en 2013 (29,6% des échanges commerciaux du Nigéria). En présence de l'ambassadeur de l'Union européenne au Nigéria, des Gouverneurs des Etats de Lagos et de Kano, ainsi que de la commissaire européenne au Commerce, les débats s'articuleront autour de l'avancée des négociations relatives à l'Accord de partenariat économique entre l'UE et la CEDEAO, de l'agriculture et de l'agro-industrie.

✉ thibauld.leger@dgtresor.gouv.fr

▼ RDC : publication par la Banque mondiale de la 3^{ème} édition du rapport de suivi de la situation économique et financière de la RDC

Le rapport « Renforcer la résilience de long terme de la RDC, rôle de la dédollarisation, de la prospection artisanale et de la diversification économique » a été publié par la Banque mondiale. En substance, malgré les résultats positifs enregistrés par la RDC en matière de stabilité macroéconomique et de croissance, l'économie reste vulnérable sur le moyen et le long terme. La Banque mondiale recommande notamment une meilleure mobilisation des recettes fiscales issues du secteur des ressources naturelles, une réduction de la dollarisation, et une diversification des acteurs œuvrant dans le secteur minier.

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : tenue de la 5^{ème} édition de CIOME (Chad International Oil, Mining and Energy) du 13 au 15 octobre

L'objectif de cette conférence était de faire le point sur les enjeux et les défis de l'industrie minière et les potentialités énergétiques et pétrolières. Des délégations sont venues de Guinée Équatoriale, du Congo, du Cameroun et de Côte d'Ivoire. Des réserves pétrolières de l'ordre de 1,5 milliard de barils, des ressources minières et minérales peu ou pas exploitées comme l'uranium, l'or, le natron, le kaolin et d'importantes potentialités dans l'éolien, le solaire et la biomasse ont été mises en avant.

✉ sys@afd.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :



C/M/S/ Bureau Francis Lefebvre

